La résistance est la seule voie vers la fin du sionisme

Journée de la terre en Palestine

Comité Action Palestine (mars 2015)

La Journée de la Terre est hautement symbolique : elle exprime à la fois la résistance au sionisme et le refus de l'usurpation de la terre qui est l'essence-même de la colonisation juive de la Palestine.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 1948 (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 étaient blessés et 300 autres arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens. Depuis lors, tous les 30 mars, la « Journée de la Terre » commémore cet événement en Palestine et partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Le sionisme est un mouvement colonial et raciste qui est à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. Celui-ci bénéficie du soutien inconditionnel des puissances impérialistes occidentales qui considèrent cette entité comme leur agent au Proche et Moyen Orient. Depuis plus d'un siècle, les sionistes spolient les terres palestiniennes utilisant comme moyens les crimes de masses, l'épuration ethnique les assassinats de leaders politiques ou les emprisonnements de résistants. C'est la même politique qui est menée par tous les gouvernements sionistes quelle que soit leur étiquette. La colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste.

Mais face à cette machine à broyer, et depuis la fin du XIX^{ème} siècle, les Palestiniens résistent avec la même détermination par tous les moyens possibles. Chaque guerre israélienne a comme objectif d'anéantir la résistance palestinienne afin de mieux poursuivre le plan de colonisation de toute la Palestine. Pourtant inlassablement chaque guerre renforce la résistance palestinienne et affaiblit l'ennemi sioniste. En témoigne la guerre de l'été 2014, pendant laquelle la résistance a pu démontrer sa puissance grandissante, infliger à l'occupant de lourdes pertes humaines et économiques, et a réussi à semer le doute et la peur chez les colons.

Le renforcement de la résistance face aux sionistes et à leurs alliés impérialistes est aussi visible à l'échelle régionale. Malgré tous les efforts pour créer le chaos au Moyen Orient en armant et en soutenant les forces dites rebelles, l'Occident n'a pas réussi à affaiblir l'axe de résistance au sionisme que constituent le Hezbollah, la Syrie, l'Iran et la résistance palestinienne. L'objectif impérialiste d'empêcher le développement de l'Iran comme puissance régionale face aux monarchies pétrolières n'est pas atteint non plus. C'est une défaite de taille pour l'Occident, USA en tête, qui est en train de revoir sa stratégie, négocie avec l'Iran, et se dit prêt à considérer le pouvoir syrien comme partie intégrante de la solution pour ce pays ravagé par quatre années de guerre. C'est surtout un échec de la stratégie sioniste consistant à entrainer l'Occident dans une guerre totale avec l'Iran et à entretenir le chaos dans le monde musulman.

Cet affaiblissement inexorable de l'entité coloniale se traduit également par les efforts démesurés que font les sionistes pour imposer leur diktat à tous les Etats occidentaux. Les sionistes entretiennent un climat qui tend à faire croire que l'antisémitisme se développe un peu partout dans le monde, et notamment en France. C'est une stratégie qui consiste à inciter les Juifs à émigrer en Palestine pour renverser les équilibres démographiques en leur faveur. Cette

propagande, largement relayée par les médias et les instances politiques vise aussi, en assimilant antisionisme et antisémitisme, à museler et à casser tout mouvement de solidarité avec le peuple palestinien et à criminaliser de toute critique à l'endroit de l'Etat sioniste. La manière dont les sionistes ont voulu tirer profit des attaques perpétrées en janvier dernier en France contre le journal Charlie Hebdo et une épicerie casher, puis contre un centre culturel au Danemark illustre parfaitement cette stratégie. En situation de crise en Occident, il s'agit de créer un ennemi commun. Comme l'Etat d'Israël, la France aurait comme ennemi « l'arabe » et plus spécifiquement le « musulman » qui serait responsable de la violence et mettrait en danger la « démocratie » et l'un de ses fondements, la liberté d'expression. En se précipitant encore une fois au diner annuel du CRIF, toute la classe politique française a cautionné les propos racistes de Cukierman, qui a déclaré que «*toutes les violences aujourd'hui sont commises par des jeunes musulmans* ». Au-delà des lois d'exception et de la répression qui s'abat sur les citoyens musulmans et les militants, il faut analyser ces éléments comme une expression de la faiblesse du système. Comme en Palestine, il est plus que temps de s'unir pour développer un rapport de force favorable.

Le projet sioniste semble aujourd'hui en grande difficulté. Il est vain de croire que le résultat des élections en Israël aurait pu changer la situation des Palestiniens. Quelle que soit leur affiliation, les dirigeants de l'entité ont toujours mené une politique coloniale et raciste. Cette politique ne cessera que lorsque le colonialisme juif en Palestine aura cessé d'exister. Tout discours sur la paix, ou sur la co-existence de 2 Etats, relève au mieux d'une certaine naïveté ou d'une immaturité politique, au pire d'une conception sioniste de l'avenir de la Palestine. Les Palestiniens savent que la résistance et la lutte armée restent les seules voies de libération nationale.

- Nous, Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés sur ce chemin. Nous réaffirmons que la Palestine est arabe, et soutenons la lutte du peuple palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :
- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés.